

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 22/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CILA SAS**

39 rue Voltaire  
59620 Aulnoye-Aymeries

Références : V2/2026-135  
Code AIOT : 0007001511

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement CILA SAS implanté 39 rue Voltaire 59620 Aulnoye-Aymeries. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection porte sur :

- le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/10/2024 sur la thématique « air », pris par M. le Préfet du Nord suite à la visite d'inspection précédente du 22/03/2023, relative aux meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) ;
- la surveillance et la qualité des rejets atmosphériques canalisés au regard des dispositions de l'arrêté ministériel MTD WT du 17/12/2019 ;

- les suites données aux constats réalisés lors de l'inspection précédente du 28/02/2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CILA SAS
- 39 rue Voltaire 59620 Aulnoye-Aymeries
- Code AIOT : 0007001511
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CILA est spécialisée dans la régénération des huiles usagées claires. Le traitement consiste en :

- un préchauffage des huiles et décantation ;
- une déshydratation par désorption ;
- une filtration pour l'extraction des fractions granulométriques.

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 avril 1982 complété par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 janvier 1988 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 novembre 1988 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2014.

Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 2790 : Installation de traitement de déchets dangereux d'huiles usagées claires. La capacité annuelle de traitement est de 2870 t/an ;
- 3510 : Élimination ou valorisation des déchets dangereux - Régénération d'huiles usagées claires pour une capacité maximale de 20 t/j ;
- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux d'huiles usagées claires à traiter pour une capacité maximale de 120 t.

Les activités du site relèvent donc de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

De plus, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance en juin 2021 modifié en juillet 2021, relatif au transit d'huiles noires, au traitement des déchets non dangereux et à la réorganisation des stockages.

Ces nouvelles activités relèvent des rubriques suivantes :

- 2718 : Installation de transit d'huiles noires dangereuses, sous le régime de l'autorisation. La quantité maximale susceptible d'être présente est de 28 t.
- 2791 : Installations de traitement d'huiles usagées claires non dangereuses, sous le régime de la déclaration. La capacité maximale de traitement est de 9 t/j et de 1 000 t/an.
- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux d'huiles usagées. Le site est déjà autorisé au titre de cette rubrique pour une capacité maximale de 120 t et le projet ne conduira à aucune augmentation des capacités de stockage.

Par courrier du 26 juillet 2021, l'Inspection a informé l'exploitant de l'absence de caractère substantiel des modifications sollicitées.

Pour l'application de l'arrêté ministériel MTD WT du 17 décembre 2019, les activités de régénération d'huiles usagées exercées par CILA entrent dans le champ d'application du secteur de traitement physico-chimique des déchets par reraffinage d'huiles usagées.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	MTD spécifique – Valeur limite d'émission des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4	Demande d'action corrective	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD Générique - Inventaire des flux d'effluents	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	Sans objet
2	MTD Générique - Capacité de stockage appropriée	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	Sans objet
3	Analyses des PFAS dans les effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et article 4	Sans objet
4	Récolement MED – Collecte des émissions	AP de Mise en Demeure du 24/10/2024, article 2	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	diffuses de COVt		
5	MTD spécifique – Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suites aux constats réalisés lors de la précédente inspection du 28/02/2025, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/10/2024, relatives à la surveillance des rejets aqueux, sont respectées.

Suites aux constats réalisés lors de la présente inspection, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/10/2024, relatives aux émissions atmosphériques (collecte des émissions diffuses et surveillance des rejets canalisés) sont respectées.

L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de l'abroger.

Néanmoins l'exploitant devra veiller au strict respect de la fréquence de surveillance semestrielle des rejets atmosphériques imposée laquelle n'a pas été respectée au second semestre 2025.

L'exploitant a établi un inventaire exhaustif et détaillé de ses flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations attendues.

Toutefois les éléments justificatifs complémentaires de l'absence de substances CMR jugées «pertinentes» dans les émissions atmosphériques canalisées doivent être apportés. Ces constats conduisent l'Inspection des installations classées à formuler 1 fait avec suites administratives, avec demande d'action corrective.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : MTD Générique - Inventaire des flux d'effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD Générique - Inventaire des flux d'effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : 1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :

- a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;
- b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;
- 2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;
- c) Les données relatives à la biodégradabilité ;
- 3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :
- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;
- c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;
- d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.

#### Constats :

##### Constats de la précédente visite d'inspection du 28/02/2025

La visite d'inspection du 28/02/2025 a mis en évidence que l'inventaire disponible au 08/04/2025 ne contient pas l'ensemble des informations réglementairement requises et ne prend pas en compte toutes les dispositions réglementaires opposables aux rejets (*Faits avec demande d'action corrective 1*).

##### Réponse apportée par l'exploitant

A la suite du rapport de la visite d'inspection précédente, l'exploitant a sollicité un délai supplémentaire afin de compléter son inventaire.

Par courriel du 03/11/2025, l'exploitant a présenté un inventaire actualisé et autoportant.

##### Constats de la présente visite d'inspection du 18/02/2026

La visite d'inspection a permis de constater que l'inventaire présenté a été complété au regard des observations formulées lors de la visite précédente, néanmoins quelques manques ou imprécisions persistent, notamment vis-à-vis des émissions diffuses.

En séance, l'inspection a reprecisé les attendus vis-à-vis de cet inventaire.

Suite à la visite, par courriel du 27/02/2026, l'exploitant a présenté un inventaire actualisé.

L'examen de cet inventaire actualisé au 27/02/2026 n'appelle pas de remarques, **à l'exception des éléments justificatifs de l'absence de substances CMR jugées «pertinentes» dans les rejets atmosphériques canalisés. Ce point est développé au point de contrôle n°6 du présent rapport.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 2 : MTD Générique - Capacité de stockage appropriée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD Générique - Capacité de stockage appropriée
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;</li><li>- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;</li><li>- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.</li></ul>
<b>Constats :</b>  <u>Constats de la précédente visite d'inspection du 28/02/2025</u> L'exploitant a présenté la procédure d'admission (ref. QSE_200402_P) qui intègre un délai maximum de traitement des huiles de 30 jours après réception. Le registre de traçabilité des déchets (entrants/sortants) présente un indicateur correspondant : <ul style="list-style-type: none"><li>- au délai de traitement des huiles, une fois traitées ;</li><li>- à défaut, au temps de présence des huiles en attente de traitement.</li></ul> Cet indicateur permet un suivi quotidien par le responsable de production.  Il y a lieu de distinguer le temps d'entreposage suite à réception et jusqu'au traitement des déchets d'huiles du temps global de séjour des déchets d'huiles sur le site, qui comprend le temps d'entreposage des déchets après leur traitement. L'exploitant n'a pas justifié du suivi du temps d'entreposage des déchets après leur traitement, ni de la définition d'un temps d'entreposage maximal après traitement. L'inspection rappelle que la sortie du statut de déchet est conditionnée au respect des critères réglementaires, il n'est donc pas exclu que les huiles puissent rester des déchets après leur traitement.  L'exploitant définira un temps de séjour maximal des déchets comprenant le temps d'entreposage des déchets après traitement ( <i>Faits avec demande d'action corrective 2</i> ).  <u>Réponse apportée par l'exploitant</u> Par courrier du 07/07/2025, l'exploitant a apporté des éléments de réponse concernant le temps de séjour maximal.  <u>Constats de la présente visite d'inspection du 18/02/2026</u> La visite d'inspection a permis de constater qu'en complément du délai maximum de traitement des huiles de 30 jours après réception suivi par indicateur, le temps de séjour maximal des déchets comprenant le temps d'entreposage des déchets après traitement a été fixé. Néanmoins aucun indicateur opérationnel n'a été mis en place par l'exploitant pour en assurer le

suivi.

Suite à la visite, par courriel du 27/02/2026, l'exploitant a indiqué avoir mis en place l'indicateur de suivi et a transmis la procédure d'admission (ref. QSE\_200402\_P) modifiée qui intègre le temps de séjour maximal des déchets ainsi que les modalités permettant d'en assurer le suivi via le registre «SSD inventaire» tenu par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Analyses des PFAS dans les effluents aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyses des PFAS dans les effluents aqueux

#### **Prescription contrôlée :**

##### Article 3

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Cette campagne porte sur :

1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;  
[...]

##### Article 4

[...]

II. L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.

[...]

#### **Constats :**

##### Constats de la précédente visite d'inspection du 28/02/2025

La visite d'inspection du 28/02/2025 a mis en évidence que :

- L'exploitant ne dispose que de 2 analyses sur le paramètre AOF présent dans ses rejets aqueux (*Faits avec demande d'action corrective 3*) ;
- Certaines valeurs déclarées dans GIDAF pour les campagnes de septembre 2024 et novembre 2024 sont erronées (*Faits avec demande d'action corrective 4*).

##### Réponse apportée par l'exploitant

Par courriel du 28/05/2025, l'exploitant a indiqué :



- avoir corrigé les valeurs déclarées dans GIDAF pour les campagnes d'analyse PFAS de septembre 2024 et novembre 2024 ;
- avoir procédé à une analyse supplémentaire sur le paramètre AOF le 23/04/2025.

#### Constats de la présente visite d'inspection du 18/02/2026

La visite d'inspection a permis de constater :

- la correction effective des déclarations GIDAF;
- la réalisation d'une analyse supplémentaire sur le paramètre AOF le 23/04/2025 dont les résultats ont été communiqués via GIDAF.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 4 : Récolement MED – Collecte des émissions diffuses de COVt**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 24/10/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Récolement MED – Collecte des émissions diffuses de COV

#### **Prescription contrôlée :**

Article 2 - Mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019

La société CILA SAS est mise en demeure de respecter les dispositions du III de l'annexe 3.4 et du IX de l'annexe 3.4 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 susvisé :

- en collectant les émissions diffuses de COV au sein des bâtiments abritant les activités de traitement des huiles usagées par re-raffinage conformément au d du VI de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 susvisé, de manière à les canaliser, dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- en réalisant la surveillance de ces effluents gazeux ainsi canalisés, dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les résultats commentés de cette surveillance sont transmis à l'Inspection des installations classées.

[ Arrêté Ministériel du 17/12/2019 :

*MTD générique*

*Annexe 3.1*

*VI. Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses*

*[...]*

	<i>Technique</i>	<i>Description</i>	<i>Applicabilité</i>
<i>d</i>	<i>C o n f i n e m e n t ,</i>	<i>C e l a   i n c l u t   d e s</i>	<i>L ' u t i l i s a t i o n   d e</i>

	collecte et traitement des émissions diffuses	techniques telles que : - le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ; - le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ; - la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.	bâtiments fermés ou d'équipements capotés peut être limitée par des considérations de sécurité, telles que le risque d'explosion ou d'appauvrissement en oxygène. Cette technique peut aussi être difficile à mettre en place en raison du volume des déchets.
--	---	--	---

*MTD spécifique*

*Annexe 3.4*

*III. L'exploitant confîne, collecte et traite ses émissions conformément au d du VI de l'annexe 3.1.*

*[...]*

*IX. Valeurs limites d'émission et surveillance applicables aux installations de traitement physicochimique de déchets*

*Effluents gazeux :*

<i>Traitement</i>	<i>Paramètre</i>	<i>Valeur limite</i>	<i>Fréquence de surveillance</i>
[...]	[...]	[...]	[...]
<i>Reraffinage des huiles usagées</i>	<i>COVT</i>	<i>30 mg/Nm<sup>3</sup>(3)</i>	<i>Semestrielle</i>
[...]	[...]	[...]	[...]

[...]

(3) La valeur limite ne s'applique pas lorsque le flux est inférieur à 2 kg/h au point d'émission, à condition qu'aucune substance CMR ne soit pertinente pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2. ]

#### **Constats :**

##### Constats de la visite d'inspection précédente du 22/03/2023

Lors de la visite du 22/03/2023, l'inspection des installations classées a constaté que :

- Les émissions diffuses de COV au sein des bâtiments abritant les activités de traitement des huiles usagées par re-raffinage ne sont pas collectées (*Constat avec suites 4*) ;
- Faute de collecte des émissions diffuses de COV au sein des bâtiments abritant les activités de traitement des huiles usagée par re-raffinage, les rejets ne sont pas canalisés et :
  - la surveillance des effluents gazeux canalisés sur le paramètre COVt réglementé par l'arrêté ministériel MTD WT ne peut être réalisée ;
  - le respect de la valeur limite d'émission prescrite ne peut être vérifié.

(*Constat avec suites n°5*).

En conséquence, M. le Préfet du Nord a pris un arrêté préfectoral de mise en demeure le 24/10/2024.

##### Constats de la précédente visite d'inspection du 28/02/2025

Les échanges menés autour de l'inventaire des émissions (cf. point de contrôle n°1) lors de la visite d'inspection ont permis d'identifier l'existence d'un point de rejet canalisé des émissions atmosphériques correspondant à la cheminée commune reliée aux dispositifs d'extraction situés :

- au-dessus de la cuve AL ;
- au-dessus de la cuve F3.

Ce point de rejet n'avait jusqu'alors pas été identifié par l'exploitant dans son inventaire alors :

- qu'il n'est pas récent et est en place depuis « longtemps » selon les déclarations de l'exploitant ;
- qu'il entre dans le périmètre IED, s'agissant des émissions liées au traitement des huiles usagées ;

- qu'il fait l'objet de mesures d'autosurveillance dont les dernières datent de décembre 2023 et février 2025 : 1 mesure sur la canalisation de la cuve AL et une mesure sur la canalisation de la cuve F3.

Ce point de rejet canalisé n'a pas davantage été recensé :

- dans les arrêtés préfectoraux encadrant le fonctionnement des installations ;
- dans le dossier de réexamen que l'exploitant a transmis suite à la parution des conclusions sur les MTD WT.

Ce point de rejet canalisé n'a pas non plus été mentionné lors de la visite d'inspection précédente du 22/03/2023 dédiée au respect des dispositions de l'arrêté ministériel MTD WT du 17/12/2019 et qui a notamment porté sur les émissions atmosphériques diffuses et canalisées du site. Visite d'inspection à la suite de laquelle l'exploitant a été mis en demeure faute de collecte des émissions diffuses de COV au sein des bâtiments abritant les activités de traitement des huiles usagée par re-raffinage (*Constat avec suites n°4*).

*[Note de l'inspection : le délai de mise en conformité de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/10/2024 sur ce point n'est pas échu et fera l'objet d'une future visite d'inspection dédiée.]*

#### Constats de la présente visite d'inspection du 18/02/2026

##### *Collection des émissions diffuses :*

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a procédé au recensement des sources d'émissions diffuses de COV au sein des bâtiments abritant les activités de traitement des huiles usagée par re-raffinage.

Il en résulte que les émissions diffuses de COV sont générées par les activités de traitement et d'entreposage des huiles, lorsqu'elles sont réalisées à chaud.

Certains des équipements sont en circuit fermé et ne sont pas susceptibles d'émettre d'émissions diffuses (désorbeurs (équipements de déshydratation), centrifugeuse, filtre CJC).

En revanche d'autres équipements (cuve AL (préchauffe), cuves F2 et F3, filtre presse) sont susceptibles d'émettre des COV diffus ont été équipés de dispositifs de captation des émissions reliés à une cheminée commune.

Dans ce cadre, l'exploitant a présenté :

- le mode opération PRO\_200512\_MO lié à l'utilisation du filtre presse ;
  - le mode opératoire PRO\_200805\_MO lié à l'utilisation des cuves F2, F3 et AL ;
- lesquels font notamment apparaître les modalités d'utilisation des dispositifs de captation des émissions lors des opérations de traitement des huiles.

Des mesures des émissions de COV dans l'air ambiant des 2 bâtiments abritant les activités de traitement et d'entreposage ont été présentées à l'inspection (mesures du 09/02/2026). Ces

mesures relèvent :

- une teneur de 1,7 mg/Nm<sup>3</sup> de COVt au sein de l'atelier de traitement des huiles ;
- une teneur nulle en COVt au sein de l'atelier d'entreposage des huiles.

L'ensemble de ces éléments figure désormais dans l'inventaire des flux d'effluents actualisé de l'exploitant (cf. point de contrôle n°1).

La visite d'inspection terrain a permis de constater :

- la présence des équipements de traitement en circuit fermé tel qu'identifié par l'exploitant ;
- la présence des dispositifs de captation des émissions de COV pour les équipements à l'origine d'émission diffuses de COV tel qu'identifié par l'exploitant. Interrogé, un employé présent lors de la visite a permis de confirmer la mise en œuvre systématique de ces dispositifs lors des opérations de traitement des huiles.

*Surveillance des émissions atmosphériques canalisées :*

L'exploitant a présenté les résultats de la surveillance des rejets atmosphériques canalisés de la cheminée commune dont la dernière campagne a été réalisée le 09/02/2026.

Le respect de la fréquence de surveillance et la qualité des émissions sont examinés aux points de contrôle n°5 et n°6 du présent rapport.

La surveillance semestrielle des émissions canalisées de COVt de la cheminée figure désormais dans l'inventaire des flux d'effluents actualisé de l'exploitant (cf. point de contrôle n°1) ainsi que dans son tableau de suivi des contrôles périodiques réglementaires qui fait bien apparaître la dernière mesure du 09/02/2026 et l'échéance sous 6 mois de la prochaine campagne.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/10/2024 sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 5 : MTD spécifique – Surveillance des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, MTD spécifique – Surveillance des rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

MTD spécifique  
Annexe 3.4

## IX. Valeurs limites d'émission et surveillance applicables aux installations de traitement physicochimique de déchets

Effluents gazeux :

Traitement	Paramètre	[...]	Fréquence de surveillance
[...]	[...]		[...]
Reraffinage des huiles usagées	COVT		Semestrielle
[...]	[...]		[...]

[...]

(3) La valeur limite ne s'applique pas lorsque le flux est inférieur à 2 kg/h au point d'émission, à condition qu'aucune substance CMR ne soit pertinente pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.

### Constats :

La surveillance semestrielle des émissions canalisées de COVt de la cheminée figure désormais dans l'inventaire des flux d'effluents actualisé de l'exploitant (cf. point de contrôle n°1) ainsi que dans son tableau de suivi des contrôles périodiques réglementaires qui fait bien apparaître la dernière mesure du 09/02/2026 et l'échéance sous 6 mois de la prochaine campagne.

Le programme de surveillance des effluents aqueux défini par l'exploitant répond aux exigences réglementaires.

L'exploitant a présenté les résultats d'autosurveillance des effluents atmosphériques réalisés depuis 2025 :

- campagne de février 2025 : mesures au niveau de chacun des conduits collectant les effluents de la cuve AL et ceux de la cuve F3 avant raccordement à la cheminée commune ;
- campagne de février 2026 : mesures des rejets canalisés au niveau de la cheminée commune collectant les effluents de la cuve AL, des cuves F2 et F3 et du filtre presse.

**Il apparaît que la fréquence de surveillance semestrielle n'a pas été respectée pour le second semestre 2025.**

En séance l'exploitant s'est engagé au strict respect de la fréquence de surveillance imposée. Dans ces conditions et puisqu'une campagne de surveillance a été réalisée en février 2026, l'inspection ne propose pas de suites administratives à ce stade.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : MTD spécifique – Valeur limite d'émission des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, MTD spécifique – Valeur limite d'émission des rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

MTD spécifique

Annexe 3.4

IX. Valeurs limites d'émission et surveillance applicables aux installations de traitement physicochimique de déchets

Effluents gazeux :

Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
[...]	[...]	[...]	[...]
Reraffinage des huiles usagées	COVT	30 mg/Nm <sup>3</sup> (3)	Semestrielle
[...]	[...]	[...]	[...]

[...]

(3) La valeur limite ne s'applique pas lorsque le flux est inférieur à 2 kg/h au point d'émission, à condition qu'aucune substance CMR ne soit pertinente pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.

**Constats :**

La surveillance semestrielle des émissions canalisées de COVt de la cheminée figure désormais dans l'inventaire des flux d'effluents actualisé de l'exploitant (cf. point de contrôle n°1) associée à la valeur limite d'émission opposable de 30 mg/Nm<sup>3</sup> dès lors que le flux est supérieur à 2 kg/h ou

en présence de substance CMR jugée réglementairement «pertinente».

Dans son inventaire, l’exploitant apporte des justifications quant à l’absence de substances CMR dans ses émissions compte tenu de sa procédure d’acceptation préalable et des critères définis.

En séance, l’exploitant a également évoqué les campagnes de caractérisation des émissions de COV (screening) réalisées à l’intérieur des bâtiments sur le site d’Aulnoye-Aymeries dans le cadre du volet sanitaire du dossier de demande d’autorisation environnementale pour le déménagement des activités sur le futur site de Jeumont.

L’inspection note que certaines des substances identifiées à cette occasion sont CMR (benzène, tétrachloroéthylène notamment) néanmoins leur critère de «pertinence» au sens de l’arrêté ministériel MTD WT doit être apprécié.

**Faits avec demande d’action corrective 1 : Les résultats de ces campagnes de caractérisation doivent figurer dans l’inventaire afin de justifier de l’absence de substances CMR jugées «pertinentes» et de la non applicabilité de la VLE compte tenu du flux.**

Dans ce cadre, l’exploitant pourra utilement s’appuyer sur le projet de guide ministériel relatif à «la mise en œuvre des conclusions sur les meilleures techniques disponibles liées à la directive IED pour l’inventaire des flux d’effluents aqueux et gazeux, et pour l’identification des substances pertinentes» qui permet de déterminer dans quelle mesure les émissions contiennent des substances CMR jugées «pertinentes».

L’exploitant a présenté les résultats d’autosurveillance des effluents atmosphériques réalisés depuis 2025 :

- campagne de février 2025: mesure au niveau de chacun des conduits collectant les effluents de la cuve AL et ceux des cuves F2 et F3 avant raccordement à la cheminée commune ;
- campagne de février 2026: mesure des rejets canalisés au niveau de la cheminée commune collectant les effluents de la cuve AL, des cuves F2 et F3 et du filtre presse.

Paramètre COVt	02/2025	02/2026	VLE
Cuve AL	64.4 mg/Nm <sup>3</sup> 0.18 kg/h	Conduit unique raccordé aux différents dispositifs de captation des émissions (cuve AL, cuves F2/F3, filtre presse) :	30 mg/Nm <sup>3</sup> si flux > 2 kg/h ou en présence de substance CMR pertinente
Cuves F2 et F3	6.99 mg/Nm <sup>3</sup> 0.004 kg/h		
Filtre presse	Émissions diffuses non captées, non canalisées		
		37.4 mg/Nm <sup>3</sup> 0.11 kg/h	



Compte tenu du flux, la VLE ne s'applique pas à la condition que l'exploitant apporte la démonstration de l'absence de substances CMR pertinentes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai ans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant transmettra les éléments justificatifs complémentaires de l'absence de substances CMR jugées «pertinentes» dans les émissions atmosphériques canalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours